

CHRONIQUE DE L'ARMEMENT

L'exportation d'armements par la BITD¹ de Russie

Les transferts internationaux des armes classiques et de leurs technologies connexes, sont un élément important des relations internationales. Dès qu'il accepte de fournir à d'autres États les équipements de défense nécessaires à leur sécurité extérieure, le pays exportateur peut à tout moment interrompre le flux de pièces de rechanges et de consommables – munitions, fluides spécifiques – et exerce ainsi une pression importante sur la politique étrangère du client.



Un char T-90 Bhishma indien, massivement fabriqué sous licence par Heavy Vehicle Factory à Avadi (Chennai, Tamil Nadu).

La place de l'URSS dans ce « Grand Jeu »

Pendant les 40 ans de guerre froide, l'Union soviétique et les États-Unis, et dans une moindre mesure certains pays européens (Royaume-Uni, France) ont utilisé les transferts d'armes et l'assistance militaire comme un élément important de leurs politiques étrangères, ceci au cœur de la compétition politique et idéologique. En 1988, le Complexe militaro-industriel (CMI) de l'Union soviétique absorbait, pour les besoins de l'Armée Rouge, 8 % du PIB et 47 % des dépenses publiques. Le CMI comportait une dizaine

de « villes secrètes » qui étaient consacrées aux travaux de R&D et de production des armements les plus modernes. Le même complexe travaillait aussi aux contrats export.

L'Armée rouge, constamment rééquipée en fonction de l'innovation technologique, disposait de la plus grande flotte aérienne de tous les temps, de la plus grande sous-marine du monde, et d'une flotte de navires de surface largement supérieure en tonnage à celle des États-Unis. Mais la production d'armement couvrait également les besoins d'exportations, car l'Union soviétique représentait environ

40 % des transferts internationaux d'armes à la fin des années 1980. Jusqu'à sa dissolution en 1992, elle fournissait, outre ses alliés directs du Pacte de Varsovie, de Cuba et du Viêt Nam, un collier de perles de « clients » qui pour diverses raisons ne voulaient ni ne pouvaient s'approvisionner auprès des nations occidentales, et ne disposaient pas d'industries locales. Des pays du Pacte de Varsovie, dont la Tchécoslovaquie, étaient également fournisseurs d'armements soviétiques qu'il produisaient sous licence.

Ce collier de perles se situait en Asie – Indonésie (jusqu'en 1966), Inde, République Populaire de Chine (jusqu'en 1959) –, en Europe – Yougoslavie et Finlande – et au Moyen Orient et Afrique du Nord – Syrie, Irak, Iran (surtout à partir de 1979), Égypte, Libye, Algérie.

En Afrique subsaharienne, l'aide militaire à certains mouvements de libération, comme l'Angola et le Mozambique, a conduit ces pays après leur indépendance à confirmer leurs liens commerciaux avec l'URSS, en particulier pour créer et développer leurs Forces armées. L'URSS n'hésitait cependant pas à changer de camp pour solidifier sa présence dans une région du tiers monde. Par exemple au cours de la Guerre de l'Ogaden en 1976,



Pépites russes à l'export, deux sous-marins Kilo de la marine algérienne à Mers-el-Kebir en 2017. On trouve aussi le sous-marin Kilo notamment en Chine, Inde, Iran, Pologne, Roumanie et Viêt Nam.

Moscou a rompu son alliance avec la Somalie pour rallier l'Éthiopie, ce pays lui semblant plus important dans le contexte international.

Indépendamment de ces liens politiques, quelle était l'opinion des utilisateurs sur les matériels livrés par la BITD soviétique ? La principale raison, hormis les rapprochements géopolitiques, était le faible coût d'achat des équipements et systèmes soviétiques. En revanche, les pièces de rechanges étaient jugées hors de prix, et surtout leurs livraisons soumises à la docilité politique du pays client.

Effondrement du Complexe militaro-industriel entre 1991-2000

Lors de la dislocation de l'URSS, le 26 décembre 1991, la Russie a hérité d'environ 70 % des industries du CMI soviétique, qui fournissait également entre autres 80 % de la technologie médicale et 70 % de l'équipement agricole. Contrairement aux autres pays de la Communauté des États Indépendants (CEI), Ukraine exceptée, la Russie contrôle la quasi-totalité des filières et des niches technologiques indispensables à la constitution d'un CMI autonome et équilibré. En revanche, l'héritage reçu par l'Ukraine dans les secteurs

des constructions navales, de l'aérospatiale et de l'électronique explique les difficultés rencontrées par la Russie, tout au long de la décennie 1990, pour maintenir en état opérationnel certains de ses équipements, comme ses missiles stratégiques (ICBM) SS-18.

Après 1992, la réduction drastique des budgets de souveraineté – dénommée « dividendes de la paix » – et des acquisitions de défense a fragilisé toutes les BITD, et surtout celle de la Russie. Celles-ci ne représentent en 1994 que moins de 10 % des transferts internationaux d'armements, concentrées sur un petit nombre de clients, dont la Chine, l'Inde et l'Iran. La recherche de nouveaux marchés (Brésil, Chypre, Corée du Sud, Malaisie, Turquie et Émirats arabes unis est difficile, mais dès 1997, la part de la Russie dans le commerce des équipements de défense remonte à 15 %.

Un net rétablissement à partir de 2001

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine a renversé cette tendance, et cette politique volontariste semble avoir été efficace pour le développement de la BITD russe. La consolidation de la BITD russe a abouti à la constitution de

7 consortia industriels, qui sont toutes filiales du groupe d'État ROSTEC : Almaz-Antey (systèmes de défense aérienne ; OAK - United Aircraft Corporation (avions à voilure fixe), KTPB - Tactical Missiles Corporation (missiles aériens et navals), Vertolyoty Rossii - Hélicoptères de Russie (hélicoptères), Uralvagonzavod (chars de combat), OCK - United Shipbuilding Corporation (sous-marins, corvettes, frégates, porte-avions), Kalashnikov Concern.

« Complexe militaro-industriel soviétique : 8 % du PIB »

JSC Rosoboronexport, créée en 2000, intégrée dans ROSTEC, est la seule agence d'État autorisée à effectuer les exportations / importations russes de produits, technologies et services liés à la défense et à double usage. Le statut officiel de Rosoboronexport, habilitée à fournir au marché international toute la gamme d'armements russes, garantit le soutien du gouvernement russe dans ces opérations d'exportations.

Selon le SIPRI, en 2021, la Russie est à nouveau le 2^e exportateur d'armes au monde, derrière les États-Unis, représentant environ



Un système de défense anti-aérienne et antimissile mobile S-400, à Moscou en 2018. Après le contrat controversé avec la Turquie en 2017, un contrat de production du S-400 sous licence avec l'Inde a été annoncé en 2018.

20 % des ventes mondiales d'armes. Entre 2016 et 2020, Moscou a vendu pour 28 Mds \$ de dollars d'armes à 45 pays, 10 pays représentant 90 % de ses exportations. Son plus gros client, l'Inde, a acheté 23 % des armes russes pour quelque 6,5 Mds \$ au cours des 5 dernières années, la Russie compte pour 49 % des importations d'armements de l'Inde. Sur la même période, la Chine est le 2^e acheteur d'armes russes avec 5,1 Mds \$, suivie de l'Algérie (4,2 Mds \$), de l'Égypte (3,3 Mds \$) et du Viêt Nam (1,7 Md \$).

« 7 consortia industriels sont des filiales du groupe d'État Rostec »

Malgré la pandémie de Covid-19 qui a gelé le commerce international, y compris des équipements de défense, la Russie aurait réussi à obtenir 10 Mds \$ supplémentaires de contrats d'armement en 2021. Le total des contrats militaires russes en carnet est estimé à environ 55 Mds \$. Les pépites russes sont les sous-marins Kilo, les chars T-90, les systèmes de missiles S-400, et

avions de combats Mig-35 et Sukhoi Su-34, les hélicoptères Kamov, sans oublier les armes individuelles Kalashnikov.

Appétits indiens et chinois

De 1992 à 2010, l'appétit chinois a réellement sauvé la CMI russe, qui avait perdu la plupart de sa clientèle export, et dont le marché local s'était effondré. Les commandes massives chinoises étaient cependant prédatrices, car s'accompagnaient souvent de copies illégales. Désormais, la BITD chinoise, devenue presque autonome, est nettement moins assoiffée de commandes auprès de l'industrie russe.

Le joyau de la couronne est cependant le marché indien. Le char T-90 reste fabriqué sous licence en grande quantité par Heavy Vehicle Factory à Avadi (Chennaï, Tamil Nadu). Plus de 1 000 de ces véhicules de combat ont été livrés aux Forces terrestres indiennes.

Avec le S-400 et l'assistance dans la technologie des armes hypersoniques, la Russie conserve le statut de (seul ?) fournisseur de technologies militaires de pointe à l'Inde, qui reste l'un des principaux

acheteurs d'armes de la Russie. Un énorme contrat d'armement a été annoncé en 2018, lorsque les deux parties ont signé un contrat de 5,8 Mds \$ sur la production sous licence du système de défense aérienne S-400. D'ici la fin 2022, Moscou aura livré le premier lot de cette unité, en préfiguration du transfert de production, en accord avec la politique de *Make in India*. À l'autre extrémité, les armes individuelles, Kalachnikov Concern a signé un accord de 590 M \$ avec l'Inde pour la production de fusils d'assaut AK-203 dans une usine de Korva (Uttar Pradesh). La société lancera une production à grande échelle sous licence de 671 427 fusils d'assaut AK-203.

Également en 2021, la Force aérienne indienne commande 21 avions de combat MiG-29 à UAC, et la modernisation de 59 MiG-29 précédemment acquis, afin de les rendre multirôles. L'Inde avait acheté précédemment 12 avions de combat Su-30MKI qui seront assemblés localement par HAL, mais ROSTEC espère surtout vendre des Sukhoi 57, qui auraient dû être codéveloppés avec l'Inde.

Bien que cette information ait ensuite été démentie, des médias indiens réputés sérieux ont annoncé des accords avec la Russie sur l'achat de bombardiers stratégiques Tu-160 M. L'Inde aurait alors disposé de son propre bombardier stratégique, faisant une brèche dans le traité de non-prolifération des armes nucléaires et de leurs vecteurs.

Afrique et Moyen-Orient- Afrique du Nord

En 2021, la Russie aurait signé des accords d'armement de 1,7 Md \$ avec 17 pays africains. Rosoboronexport a déclaré que les commandes reçues ou en négociation concernent des hélicoptères, des systèmes de défense aérienne, des équipements navals, des véhicules blindés légers, ainsi que des équipements de sécurité intérieure. Le pays y a dévoilé son nouvel avion de combat monomoteur de 5^e génération Su-75, des drones de combat (testés en Syrie) et le nouvel avion de ligne à moyenne portée MC-21.

Lors d'expositions militaires au Moyen-Orient, la Russie a soumissionné pour de futures livraisons qui devraient lui rapporter plus de 2,5 Mds \$, une fois signées. Le principal client est l'Algérie dont l'Armée de l'air, les forces terrestres et la sous-marine sont équipées uniquement de matériels russes, y compris les plus modernes. L'Algérie

est le 1^{er} importateur d'armes du continent africain avec 40 % de ce marché, et le 3^e client du CMI russe avec plus de 10 % des commandes enregistrées. C'est cependant un client exigeant, n'hésitant pas à refuser des livraisons non conformes, comme ce fut le cas de Mig29 SMT il y a une dizaine d'années. À l'horizon 2025, l'armée algérienne déploiera deux escadres de Su-30MKA, un de Su-57, un de Su-35 et un de Mig-29M2 pour la chasse, deux escadrons de Su-24 modernisés et un de Su-34 pour la flotte de bombardiers. La transformation des pilotes se fera avec les Yak-130.

« La Russie est le 2^e exportateur d'armes mondial »

Après cinq années de tergiversations, c'est la montée en puissance de l'Armée de l'air marocaine, avec l'acquisition de 25 F-16 Viper, et l'apparition de F-35 dans la flotte italienne qui ont motivé la prise de décision de l'Algérie. Avec ce contrat, l'Algérie deviendra le premier pays de la rive Sud de la Méditerranée à disposer d'avions furtifs et d'appareils de 5^e génération après avoir été le premier à introduire des avions de 4^e génération.

Le cas de l'Égypte est différent, ce pays souhaite diversifier ses sources d'approvisionnements, et a

placé plusieurs commandes auprès de Rosoboronexport, dont des Mig 35. Cependant l'amicale (?) pression américaine a conduit à annuler certaines d'entre elles, alors que 30 % des importations égyptiennes provenaient de Moscou. C'est donc l'Iran, qui n'a pas le choix de ses fournisseurs, qui recevra probablement les commandes annulées par l'Égypte.

Quel avenir pour les exportations depuis la Russie ?

Si la Russie est actuellement le 2^e plus grand exportateur d'armes au monde, avec environ 15 Mds \$ de revenus par an, cette position est remise en cause sur les champs de bataille ukrainiens. Depuis 2017, une loi américaine sanctionne toute personne effectuant des transactions avec les secteurs russes du renseignement ou de la défense. L'invasion russe en Ukraine, a entraîné une série de sanctions américaines et européennes visant à couper la Russie du système financier mondial. Les pressions diplomatiques occidentales incitent les clients potentiels à se détourner de la Russie.

C'est ainsi que la Russie perd ses positions en Asie du Sud-Est, une région jusqu'alors très demandeuse de produits russes aux prix abordables. Dès 2014 et



Un chasseur russe Sukhoi-34 du district militaire de l'Ouest se pose, le 22 octobre 2022. En 2025, l'Algérie déploiera un escadron de Su-34 pour sa flotte de bombardiers.



L'Inde a suspendu sine die les discussions sur l'acquisition, pour son porte-avions, d'hélicoptères à double rotors coaxiaux Kamov-31, ici en exercice avec le Groupe Arctique de la Flotte du Nord russe, le 29 septembre 2022.

l'annexion de la Crimée, la Malaisie et l'Indonésie avaient renoncé à acquérir de nouveaux Mig et Sukhoi. Cependant, le Viêt Nam, dont l'équipement militaire provient à 80 % de Russie, pourra difficilement changer de fournisseur².

Les autorités philippines ont ainsi annulé la commande de 16 hélicoptères militaires russes. La modernisation de l'équipement militaire philippin se fera donc sans la Russie. Manille avait conclu en novembre 2021 un contrat de 228 M € pour 16 hélicoptères Mi-17 afin de moderniser ses équipements militaires. Ce contrat devrait être annulé, bien que l'acompte ait déjà été versé. En réplique, la Maison Blanche a déjà proposé des hélicoptères américains en remplacement.

Tout va dépendre de l'issue de l'« opération militaire spéciale » russe, commencée le 24 février. Un succès complet de l'armée russe face aux Ukrainiens, qui reçoivent des armements modernes des membres de l'OTAN, valoriserait les armements russes. En revanche, un échec russe provoquerait une perte de confiance dans leurs performances opérationnelles, ce qui est déjà le cas pour certains

équipements.

La dépendance à la haute technologie occidentale

Indépendamment de cela, la priorité est de remplacer les équipements de l'Armée Rouge détruits en Ukraine, ce qui réduit fortement ses capacités à satisfaire ses clients, surtout dans le domaine terrestre. Avant 2021, l'industrie russe de l'armement produisait environ 250 chars par an, ce qui signifie que la destruction (ou capture) annoncée – au 1^{er} octobre 2022 – d'au moins 900 chars russes par les forces ukrainiennes nécessiteront de 3 à 4 ans de la totalité de la production militaire russe, sauf si une production de guerre est mobilisée. L'accès de la Russie aux composants importés de haute technologie est étouffé par les sanctions occidentales, ce qui obère l'activité d'usines essentielles aux opérations militaires.

Malgré les efforts encore insuffisants de ces dernières années pour relocaliser des composants critiques de la production d'armes russes, celle-ci reste en effet fortement dépendante de la technologie étrangère. Un examen récent d'un missile de croisière russe écrasé en

Ukraine a révélé qu'une grande partie des composants critiques avaient été fabriqués à l'étranger, y compris le circuit imprimé, part du système de guidage du missile vers sa cible, circuit qui aurait été fabriqué aux États-Unis. Comme il n'y a pas de substitution facile aux importations, des retards apparaissent dans les projets nationaux et dans les marchés d'exportation, aggravant encore les retards de production en raison de l'obsolescence d'usines et des outillages, qu'une main-d'œuvre vieillissante ne réussit pas à surmonter.

« Les sanctions obèrent l'accès russe aux composants critiques »

ROSTEC aura tout simplement du mal à satisfaire les commandes déjà enregistrées tout reconstituant les matériels indispensables aux forces armées pour continuer les opérations en Ukraine. Les pays clients traditionnels de l'armement russe pourraient se tourner vers des concurrents étrangers ou développer à marche forcée leur production nationale, à l'instar de l'Inde qui a récemment suspendu un accord d'un milliard de dollars pour l'achat d'hélicoptères russes.

Pour conclure, citons Churchill parlant de l'URSS, alors dirigée par Josef Staline, car cette sentence pourrait aussi s'appliquer à la BITD de la Russie de Vladimir Poutine : « C'est un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme ! ».



Patrick Michon

(1) Base industrielle et technologique de défense.
(2) Défense hors-série, octobre 2022.